Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 956

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Dis, l'Europe c'est loin?

Le premier ministre britannique ne veut ni d'une Europe sociale ni de l'union économique et monétaire. L'Europe doit devenir un grand marché de libre-échange, et rien de plus. D'accord pour les affaires, le commerce et les capitaux, mais pas pour la solidarité et la lutte contre les inégalités.

Cette position intransigeante a déjà eu pour résultat que les syndicats britanniques, au départ hostiles à la Communauté européenne, soutiennent désormais le président de la Commission, Jacques Delors, qui les avait appelés à rejoindre «le parti des architectes». L'attitude de la Dame de fer est certainement aussi la cause de l'échec des Tories, largement devancés par le Labour, lors des récentes élections européennes.

On peut certes ironiser sur la position adoptée par Mme Thatcher qui l'amène à un isolement croissant au sein des Douze. Mais alors que faut-il penser de la nôtre, telle qu'elle a été officiellement définie par le Conseil fédéral dans son rapport d'août dernier, et ratifiée par les Chambres fédérales?

Notre attitude est en fait considérablement plus intransigeante. Non seulement nous ne voulons pas entendre parler d'une adhésion à la Communauté. Mais en plus nous tenons tellement à sauvegarder notre indépendance que nous nous mettons à dos nos partenaires de l'AELE, qui ne cachent pas leur irritation à notre égard, allant jusqu'à nous traiter de saboteurs. La Norvège, la Suède et la Finlande n'excluent plus désormais un éclatement de l'AELE car, eux, ne veulent pas rater le train de l'intégration européenne.

Notre intransigeance ne s'exprime d'ailleurs pas seulement dans le domaine politique (souveraineté nationale). Elle touche aussi aux questions sociales. Le rapport du Conseil fédéral ne consacre ni un chapitre ni même un paragraphe à l'Europe sociale et aux dispositions déjà prises ou envisagées en matière de protection des salariés et de leur participation dans les entreprises.

S'il y a un pays pour lequel l'Europe est celle du business et rien d'autre, c'est la Suisse. A côté d'elle, Mme Thatcher fait figure de Dame de fer... blanc.

Le pire n'étant jamais certain, rien ne permet encore d'affirmer que l'AELE éclatera effectivement, ni même, le cas échéant, que nous ne parviendrons pas, seuls, à négocier des arrangements avec la Communauté. Nous continuons en effet d'être un client intéressant pour elle puisque nous en importons plus de produits que nous en exportons.

A terme d'ailleurs, la Communauté pourrait certainement s'accommoder d'une Suisse indépendante, comme la France peut le faire avec Monaco, et la Suisse avec le Lichtenstein. Mais ce serait admettre notre marginalisation progressive, notre satellisation, décrite officiellement comme la pire des solutions.

C'est la raison pour laquelle, selon les termes du secrétaire d'Etat Franz Blankart, la Suisse «ne pourra éviter d'adhérer à la Communauté européenne qu'à condition d'en rester capable». Propos à la fois clairs et sibyllins qui laissent entendre que tout est affaire de capacité industrielle et financière. Mais suffira-t-il vraiment à la Suisse de rester compétitive par rapport à ses concurrents pour pouvoir différer à jamais la question de son adhésion?

Et d'abord, à quelle sauce les salariés seront-ils mangés pour que cette compétitivité soit préservée? Déjà maintenant, des patrons utilisent l'argument des inconvénients que font peser sur les entreprises leur non-appartenance à la Communauté pour s'opposer à certaines améliorations des conditions de travail.

Au fur et à mesure que les sociétés européennes apprendront à tirer avantage du marché unique, on peut s'attendre à un durcissement de la politique en Suisse, aussi bien de la part des entreprises que des pouvoirs publics. L'Europe sociale ne sera pas facile à mettre en place. La Suisse sociale n'ira assurément pas plus vite!

Tout économique que soit la Communauté, cette composante n'épuise pas son projet. L'Europe des citoyens, l'Europe culturelle, l'Europe scientifique progressent aussi.

Insensiblement, se créent de nouveaux réflexes et de nouvelles habitudes entre les gens, les institutions, les entreprises. Les mentalités évoluent. Cela se fera — se fait déjà — à côté de nous, par-dessus nos têtes. Sans nous. Demain, ce déficit sera le plus difficile à combler. Mais qui prend en compte cette dimension de l'intégration européenne dans nos helvétiques réflexions?

Certes, personne ne sait de quoi l'avenir sera fait. Pour le moment Gorbi nous permet de tout voir en rose, ce qui amène certains à penser, ici, que la paix est installée en Europe pour toujours. Au point qu'ils en oublient que Gorbi reste à la tête d'un système totalitaire dont la mutation démocratique est loin d'être assurée ni garantie, et que rien ne nous préserve d'une résurgence du fascisme dans l'un ou l'autre des pays d'Europe.

Mais c'est précisément parce que nous ne connaissons pas l'avenir et que les périls peuvent resurgir qu'il importe de se donner les moyens nécessaires pour tenter de maîtriser le premier et d'éviter le retour des seconds.

Il n'est pas sûr que le processus d'intégration européenne engagé par les Douze suffise pour répondre à cette double attente. Les querelles d'épicier dans lesquelles la Communauté se débat tous les jours peuvent miner cette ambition et l'épuiser avant terme.

Au moins ne pourra-t-on pas reprocher aux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui de ne pas avoir essayé. En revanche, on ne pourra pas en dire autant de ceux de notre pays qui nous proposent de nous comporter en braves spectateurs, attentifs à ne rien céder qui pourrait nous donner l'impression que nous allons manquer de quelque chose. Quitte à passer à côté de l'essentiel.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.